



➤ **Notre pays traverse aujourd'hui une crise du logement sans précédent.** Trouver un logement à un prix abordable est devenu un parcours du combattant. S'y maintenir n'est possible, pour certaines familles, qu'au prix d'importantes privations et d'un endettement lourd de conséquences.

➤ Dans ce contexte, au lieu d'impulser une politique ambitieuse, susceptible de permettre à chacun de se loger correctement, le gouvernement s'apprête à faire voter **un texte dangereux pour l'avenir du logement social.**

➤ Ce texte risque en effet :

- ▶ d'accélérer le désengagement de l'État ;
- ▶ de dénaturer en profondeur la politique publique du logement ;
- ▶ d'aller à l'encontre de la mixité sociale.

» Une mobilisation en trompe-l'oeil

➤ Premier constat : le gouvernement invite aujourd'hui à la "mobilisation pour le logement", mais semble oublier qu'il est lui-même en train de se désengager financièrement dans des proportions inédites :

- ▶ **Baisse du budget logement** (-7% en 2009) ;
- ▶ **Diminution des aides destinées à la construction de logements sociaux** (-30%) ;
- ▶ **Disparition des crédits en faveur des réhabilitations** (fin des PALULOS) ;
- ▶ **Préférence donnée aux bailleurs privés** (40% des aides au privé, contre 31% pour les bailleurs sociaux) ;
- ▶ **Engagements non tenus** (rénovation urbaine en panne faute de financements, loi DALO vidée de son contenu faute de constructions...).

» La mixité sociale mise à mal

➤ Mais le gouvernement n'en reste pas là. Avec la loi Boutin, **il remet également en cause plusieurs principes fondamentaux de notre politique publique du logement.** Parmi ceux-ci, figure la mixité sociale, que la nouvelle loi va considérablement affaiblir.

➤ **La mixité sociale, c'est d'abord une répartition équilibrée des logements sociaux sur le territoire.** La loi Boutin tourne le dos à ce principe en prévoyant d'intégrer aux 20% de logements sociaux fixés par la loi « SRU » des logements en accession sociale à la propriété. C'est une régression majeure, qui fait le jeu des maires hors-la-loi. C'est inacceptable !

➤ **La mixité sociale, c'est aussi un parc HLM ouvert aux classes moyennes.** Deux dispositions prévoient aujourd'hui d'y mettre un frein : la mise en place d'un surloyer "dissuasif" ; l'abaissement de 10% des plafonds de ressources.

» Locataires HLM : Tous suspects !

➤ Le projet de loi s'en prend également au droit au maintien dans les lieux. Avec la loi Boutin, **le bail devient un simple contrat à durée déterminée.** Le locataire, constamment suspecté de vouloir occuper abusivement son logement, voit sa présence dans le parc HLM soumise à une réévaluation permanente et n'est plus sécurisé dans la durée.

➤ Le gouvernement cherche ainsi à culpabiliser le locataire et à transformer le logement social **en logement de transition exclusivement destiné aux plus précaires.**



➤ La CSF refuse ce projet, qui fragilise le statut des locataires et dénature la politique publique du logement.

➤ Elle invite les citoyens à se mobiliser contre la loi Boutin et à exiger du gouvernement **une politique à la hauteur des attentes des familles !**

La CSF exige :

- ▶ **Des moyens pour le logement social et une politique de construction massive ;**
- ▶ **Des mesures en faveur de la mixité sociale** et le retrait immédiat de l'article modifiant la loi SRU ;
- ▶ **Des mesures en faveur des locataires** : reconnaissance du droit au maintien et revalorisation des aides au logement.